



En 2016 et 2017, l'IGN a mené un cycle de 6 ateliers en région qui ont réuni près de **150 décideurs** publics, entreprises et représentants de la société civile pour engager une **réflexion collective** sur l'information géographique appliquée à plusieurs sujets : les risques naturels, l'innovation et l'ouverture des données publiques, l'aménagement du territoire, la ressource forestière, l'environnement et la biodiversité ou encore les données spatiales. A l'issue de ces rencontres, **dix propositions** traduisant les axes prioritaires en matière de production, de diffusion et d'usages des données géographiques et forestières pour l'appui aux politiques publiques ont été identifiées. Pour mesurer leur importance, un sondage en ligne a été administré en décembre 2017 auprès d'un panel représentatif de professionnels évoluant dans la sphère de la donnée géographique. Les 269 participants étaient libres d'accompagner leurs réponses d'éventuels commentaires et suggestions dont certains sont retranscrits ci-après.

Que retenir de l'étude ?

Les résultats de la première consultation publique de l'IGN sur l'information géolocalisée au service des territoires, nous apprennent qu'au regard des votes attribués, toutes les propositions sont jugées pertinentes avec **une moyenne globale de 3,9/5**.

Si **l'actualisation** et **la qualité** intrinsèque des données revêtent une importance sans conteste, leur **croisement** reste toutefois l'enjeu principal pour en tirer de la valeur, selon les acteurs interrogés. Les utilisateurs de données géographiques ont aujourd'hui conscience que certains progrès doivent encore être réalisés et soulignent le besoin impérieux de mettre en place des liens plus organisés et plus fluides entre les principales plateformes pour à la fois **simplifier l'accès** aux données et **favoriser les traitements** combinant de façon adaptée les informations disponibles.

N.B : Les notes attribuées donnent un rang de classement aux 10 propositions qui sont réparties en trois thèmes majeurs (Production / Gestion et Diffusion / Usages des données géographiques et forestières). Celles-ci sont classées selon les thèmes auxquels elles se rattachent et non selon les notes qu'elles ont obtenu.

PROFIL DES RÉPONDANTS

Employeur/fonction

61,39%
public

38,61%
privé



26%

Plus d'un quart des répondants sont des dirigeants



12%

Plus de 12% des répondants sont géomaticiens



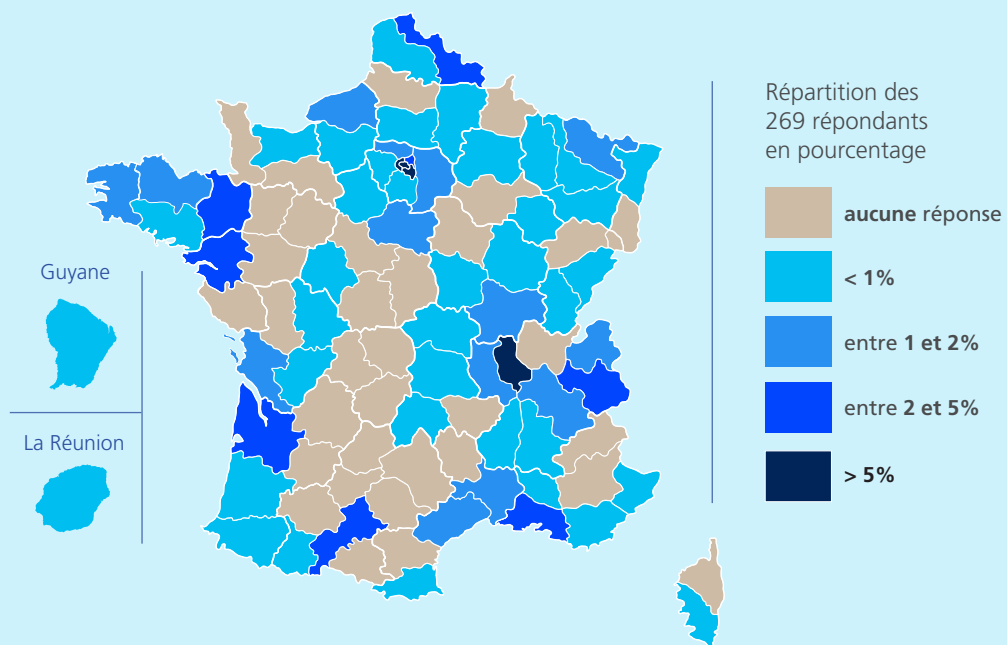
12%

Plus de 12% des répondants sont responsables SIG

Fonctions des répondants :

Secrétaire général pour les affaires régionales, député, maire, responsable du système d'information géographique, directeur des systèmes d'information, directeur de cabinet, directeur général, directeur général des services, cartographe, géomaticien, développeur, chargé d'étude, chercheur, etc.

Dans quel département travaillez-vous ?



10 propositions des Ateliers de l'IGN

Production de données géographiques et forestières en appui des politiques publiques

Améliorer la **précision des référentiels** de données géographiques pour optimiser la mise en œuvre des politiques publiques



La mise en œuvre des politiques publiques nécessite des données plus détaillées, tant sur le plan de la variété des informations que de la précision géométrique pour optimiser la gestion des risques naturels ou faciliter l'évaluation et la mobilisation de la ressource en bois dans le cadre de transition énergétique par exemple.

« **L'altimétrie précise est essentielle**, notamment pour la gestion des ressources, des réseaux, de l'eau, des risques naturels »



« **Un besoin également de précision planimétrique** avec l'avènement du Plan Corps de Rue Simplifié en ville. En milieu rural, un cadastre précis sera déjà très bien »

« **Ce qui manque souvent c'est l'actualisation** »

« En revanche, la volumétrie et le coût d'exploitation des données explosent, ce qui induit le **besoin de moyens adaptés pour rendre ces données accessibles** »

Déployer des **outils numériques collaboratifs** permettant de contribuer à la constitution et à l'entretien de données fiables et partagées pour la description du territoire et de ses évolutions

Moyenne pondérée
4/5

2/10
ex æquo
Classement

Il est essentiel d'harmoniser les outils collaboratifs et de coordonner leur mise en œuvre pour favoriser la circulation et la réutilisation des données par tous les professionnels d'un même secteur, comme par exemple, pour constituer et entretenir une base des dessertes forestières partagées entre les opérateurs publics et privés.

« **Le meilleur producteur est celui au plus proche du terrain**, mais pas forcément le meilleur intégrateur d'où la nécessité d'outils collaboratifs favorisant la circulation de l'information »



« Cela suppose que le gestionnaire de bases de données partagées (IGN) **échange avec des spécialistes des domaines métiers et adopte le même vocabulaire** »

« Il y a une difficulté à **maintenir la qualité des données avec de multiples producteurs** »

« Tout dépend des thèmes mais **l'enjeu est le contrôle a posteriori**, gage de qualité »

Exploiter des nouvelles sources de données géolocalisées pour accéder en **temps réel** à des données utiles pour la connaissance du territoire ou le suivi de phénomènes

Moyenne pondérée
3,9/5

4/10
Classement

À l'heure où des données de plus en plus fréquemment rafraîchies sont disponibles via les technologies mobiles de communication, les acteurs publics peuvent avoir une connaissance dynamique des phénomènes, via les technologies de géolocalisation considérées, notamment en matière de prévention des risques.

« Les données mobiles ou tout autre objet connecté sont des gisements de données. **Attention néanmoins au respect de la vie privée** »



« Il est urgent que les acteurs publics **s'emparent du Big Data à l'heure de l'intelligence artificielle** »

« **C'est la qualification (labellisation) de ces données éparses** pourrait faciliter leur réutilisation »

« En outre, il faut considérer que **ces outils améliorent la chaîne de flux de données** sans rupture entre la saisie terrain et l'exploitation des géoproduits générés »

Gestion et diffusion des données géographiques et forestières pour l'appui aux politiques publiques

Développer des méthodes de **croisement des données géolocalisées** nationales et locales pour bénéficier d'une vision complète des enjeux

Moyenne pondérée
4,1/5

1/10
Classement

Il apparaît un besoin de renforcer l'articulation entre les différentes infrastructures de stockage et de diffusion des données nationales (telles que le Géoportail) et locales (notamment les plateformes régionales) en préservant les particularités des données métier, pour favoriser la mise en relation des diverses données, faciliter une vision d'ensemble cohérente et permettre la mise en œuvre de traitements de croisement et d'analyse des données.

« Le **critère de l'échelle est pertinent** pour effectuer des traitements spatiaux et apporter du sens à des thématiques métiers »

« Il est aujourd'hui **complexe de retrouver les informations entre les portails** régionaux, les portails nationaux, le Géoportail »



« L'IGN peut aider à **valoriser les données locales à partir du RGE national** »

« Pour faciliter cela, **il faudrait que le Géoportail diffuse réellement en WFS**. Chacun pourrait alors croiser avec ses outils les données de l'IGN avec les autres »

Certifier la **qualité et la provenance** des données géographiques

Moyenne
pondérée
3,9/5

5/10
ex æquo
Classement

Il est essentiel de maîtriser la fiabilité, la précision et l'exhaustivité des données pour représenter justement le territoire. Il est attendu que l'IGN, en tant que coordinateur technique national et intégrateur, assure un rôle d'évaluation des diverses données géographiques afin de déterminer le niveau de confiance à leur accorder.

« C'est ce qui aujourd'hui nous fait **cruellement défaut** »



« Cela paraît totalement illusoire que l'on puisse évaluer la qualité des diverses données géographiques produites. **C'est un travail titanesque qui suppose une légitimité sur les divers domaines et qui dépend des usages** »

« L'attention est sans doute à porter sur **l'accompagnement des porteurs de projets de collecte de données en modes participatifs**, et notamment sur la rédaction des protocoles »

« **Améliorer le contenu des métadonnées** pour qu'elles reflètent réellement la qualité des données associées »

Simplifier les conditions d'utilisation des données géographiques publiques tout en préservant l'équilibre économique de la production et de l'entretien des données publiques

Moyenne pondérée
3,9/5

7/10
Classement

Le Gouvernement mène une politique en faveur de l'ouverture des données publiques (open data) afin d'utiliser ces dernières comme un outil de revitalisation de la démocratie et comme un levier de croissance économique. Des acteurs publics en régions diffusent déjà leurs données géographiques de façon libre. Dans un contexte budgétaire contraint, cela pose la question de l'équilibre économique de la production et de l'entretien des données publiques.

« Il est important de maintenir une collecte de données qualifiées / socles pour les services aval »



« La notion de rentabilité dans ce domaine s'applique difficilement car les bénéfices sont indirects. Il est peu pertinent de rechercher un équilibre économique lorsque **les bénéfices sont obtenus à l'extérieur du système de production** »

« **Le problème ne se pose que si l'on fabrique les données pour les diffuser.** Les données produites par les services publics sont faites pour répondre à leurs propres politiques publiques et celles-ci doivent porter leur coût directement. La diffusion des données ne coûte ensuite quasiment rien et augmente juste leur valeur d'usage »

« **Il y a une vraie réflexion à mener sur ce sujet,** notamment pour préserver et/ou financer les associations d'environnement dont le modèle économique peut être mis à mal par l'open data »

Usages des données géographiques et forestières pour l'appui aux politiques publiques

Mieux exploiter le **patrimoine de données**
géographiques et forestières pour suivre ou prévoir
l'évolution de certains phénomènes

Moyenne
pondérée
3,9/5

5/10
ex æquo
Classement

L'IGN détient un patrimoine de données anciennes conséquent qui permet de suivre l'évolution de certains phénomènes à l'échelle du territoire, voire de simuler des situations futures. Pour exploiter ce potentiel, il est nécessaire de développer des outils adaptés à la gestion de la composante « temps ».

« La compréhension
d'un territoire est
dynamique, pas statique »



« Connaître le passé est
une nécessité pour bien
comprendre le présent
et planifier le futur »

« Il en va d'enjeux de dynamique du paysage, de consommation
des espaces agricoles et des évolutions des forêts »

« L'évolution rapide du climat et les bouleversements géopolitiques à venir
ainsi que le temps long de la gestion des forêts imposent de pouvoir
se projeter à long terme pour décider »

Encourager les entreprises innovantes à développer des applications qui utilisent des données géographiques publiques en facilitant les interactions avec les laboratoires de recherche et en proposant un accompagnement technique pour l'industrialisation

Moyenne pondérée
3,8/5

8/10
Classement

L'IGN a mis en place le programme IGNfab en 2014 pour soutenir le développement de projets innovants, portés par des PME ou des start-up, qui visent à valoriser les référentiels de données géographiques ou les technologies de pointe en géolocalisation. D'autres dispositifs existent (pôles de compétitivité, incubateurs, fab labs,...). Il est nécessaire de coordonner leurs actions pour favoriser leur complémentarité et permettre aux entreprises d'identifier aisément le soutien qui leur convient.

« L'innovation est **un élément moteur** qu'il faut encourager pour développer de nouveaux usages et valoriser le capital de données publiques »

« Il faut compléter cela par **des démarches de cluster inter-entreprises innovantes**.
Tout ne peut pas se passer uniquement entre puissance publique et entreprises »



« Travailler régulièrement avec des entreprises, les solliciter pour avoir leurs avis, les intégrer à des études nationales puis donner l'accès privilégié aux résultats de ses innovations à des start-up qui n'ont participé à rien pose question »

Constituer et animer une **communauté de la donnée** entre tous les acteurs métier de la donnée géolocalisée

Moyenne pondérée
3,7/5

9/10
Classement

Il s'agit d'organiser des concertations et des échanges réguliers entre les acteurs métier de chaque secteur. En soutien, il est aussi suggéré de mettre en place des portails thématiques nationaux qui s'appuient sur une ou des plateformes de données géographiques et qui offrent des modalités d'usage des données et des services selon un point de vue métier.

« Les retours d'expériences serviront à donner **une légitimité encore plus forte et plus durable aux données géographiques qui seront produites** »



« Approche pertinente et nécessaire **qui fait grandement défaut aujourd'hui** »

« **Attention à ne pas multiplier**, ou plutôt à bien gérer la multiplicité des portails. En définitive, on risque de ne plus rien trouver ! »

« Sous réserve d'une approche transversale et à des niveaux d'expertises différenciés (agents, experts, élus, cadres intermédiaires, etc.) »

Renforcer l'accompagnement des décideurs en région pour favoriser l'accès et l'utilisation des données géographiques et forestières

Moyenne pondérée
3,5 /5

10/10
Classement

Au-delà des synergies à renforcer entre les spécialistes métier, il est nécessaire de faciliter l'appropriation des données pour les décideurs et de mieux informer les citoyens. C'est une démarche de communication et d'acculturation pour faire connaître les bases de données géographiques et forestières, en usage libre, ainsi que les moyens de les utiliser. Cet accompagnement peut passer par des prestations de conseil et d'expertise plus personnalisées.

« Des actions communes menées par divers acteurs dont la sensibilisation relève de leur mission semblent **plus prometteuses que des actions menées par les uns et les autres** »



« Le point capital est de **documenter les définitions exactes et limites d'emploi** (surtout dans les comparaisons de données d'origines diverses) »

« **Rares sont les décideurs qui se soucient des données utilisées par les services.** Ils s'appuient sur leurs ressources et comptent sur elles »

« Le manque de culture technique des élus est souvent invoqué par **ceux qui peinent à les convaincre de la pertinence de développer leurs projets** »

Sondage et analyse réalisés par CLAI / Linexio pour le compte de l'IGN entre novembre et décembre 2017, auprès de 269 personnes qualifiées contactées par messagerie.

Conception graphique réalisée par Bosphore.

© Tous droits réservés.